



Canadian  
Institute  
of Actuaries

Institut  
canadien  
des actuaires

## Supplément de note éducative

**Mise à jour des conseils sur les hypothèses pour les évaluations de liquidation hypothétique et de solvabilité – En vigueur à compter du 31 mars 2014 et applicable aux évaluations avec dates de calcul entre le 31 mars 2014 et le 30 décembre 2014**

Document 214043

**Ce document a été archivé le 12 juin 2023**

## Note de service

**À :** Tous les actuaires des régimes de retraite

**De :** Bruce Langstroth, président  
Direction de la pratique actuarielle  
Manuel Monteiro, président  
Commission des rapports financiers des régimes de retraite

**Date :** Le 6 mai 2014

**Objet :** **Supplément de note éducative : Mise à jour des conseils sur les hypothèses pour les évaluations de liquidation hypothétique et de solvabilité – En vigueur à compter du 31 mars 2014 et applicable aux évaluations avec dates de calcul entre le 31 mars 2014 et le 30 décembre 2014**

*Document 214043*

Les plus récents conseils trimestriels de la Commission des rapports financiers des régimes de retraite (CRFRR) portant sur les hypothèses pour les évaluations de liquidation hypothétique et de solvabilité ont été communiqués dans la [note éducative](#) publiée le 26 avril 2014 aux fins des évaluations avec date de calcul à compter du 31 décembre 2013 (mais au plus tard le 30 décembre 2014).

La CRFRR a effectué son examen trimestriel des conditions de prix d'achat de rentes collectives au 31 mars 2014 et a déterminé qu'une révision de ses conseils concernant les hypothèses pour les évaluations de liquidation hypothétique et de solvabilité était appropriée aux fins des évaluations avec date de calcul à compter du 31 mars 2014 (mais au plus tard le 30 décembre 2014). Les révisions aux conseils sont contenues dans le présent supplément de note éducative.

### PROCESSUS OFFICIEL

La Politique sur le processus officiel d'approbation de matériel d'orientation autre que les normes de pratique a été appliquée pour la préparation de ces révisions.

### PERSONNE-RESSOURCE

Prière d'adresser vos questions à Manuel Monteiro, président de la CRFRR, à [manuel.monteiro@mercer.com](mailto:manuel.monteiro@mercer.com).

BL, MM

## APPROXIMATION DE RENTES NON INDEXÉES

### Conseils précédents

Les plus récents conseils de la Commission des rapports financiers des régimes de retraite (CRFRR) concluaient que pour les évaluations avec date de calcul à compter du 31 décembre 2013 (mais au plus tard le 30 décembre 2014), le taux d'actualisation approprié pour estimer le prix d'achat de rentes collectives non indexées serait déterminé comme étant le rendement moyen non redressé des obligations négociables à long terme du gouvernement du Canada (série CANSIM V39062) à échéance de dix ans, auquel on ajoute entre 50 et 80 points de base de façon arithmétique, de concert avec la table de mortalité UP-94 assortie de projections générationnelles (fondées sur l'échelle AA). L'écart par rapport à la série CANSIM V39062 serait déterminé d'après la durée du passif auquel on s'attend qu'il sera réglé par l'achat d'une rente collective.

Ces conseils reposaient sur les prix fournis par huit sociétés d'assurance pour des contrats types de rentes collectives, en se fondant sur les conditions de prix en vigueur au 31 décembre 2013, auxquels s'ajoutaient des données de certains cabinets d'actuarie - conseils sur les achats réels de rentes collectives effectués au cours du quatrième trimestre de 2013. De plus, ces conseils s'appliquaient aussi bien aux rentes immédiates qu'aux rentes différées et quelle que soit la taille globale de l'achat de rentes collectives.

### Analyse

La CRFRR a obtenu des prix hypothétiques en date du 31 mars 2014 pour les mêmes blocs de contrats types utilisés aux fins de l'élaboration des conseils précédents. Les caractéristiques de ces trois blocs sont les suivantes :

Durée	Courte	Moyenne	Longue
Durée au 31 mars 2014	7,7	10,1	12,3
Prime approximative au 31 mars 2014	16 millions \$	21 millions \$	21 millions \$
Rente mensuelle moyenne	897 \$	897 \$	897 \$
Proportion du passif pour les participants avec droits acquis différés	0 %	4 %	12 %

Aux fins des présents conseils, la durée des blocs de contrats types présentés ci-dessus a été déterminée en calculant l'effet d'une variation de 0,01 % du taux d'actualisation, à l'aide de la formule suivante :

$$[(\text{prix d'achat estimatif à } 3,62 \% / \text{prix d'achat estimatif à } 3,63 \%) - 1] / 0,01 \%$$

où 3,62 % équivaut au rendement de 2,82 % de la série CANSIM V39062 majorée de 80 points de base au 31 mars 2014, correspondant au conseil pour le bloc de durée moyenne (décrit ci-dessous). Il convient de noter que les taux d'actualisation varient avec le temps, tout comme la durée des trois blocs.

Elle a également obtenu des données limitées de certains cabinets d'actuaire-conseils pour des achats réels de rentes collectives effectués au cours du premier trimestre de 2014. Les prix hypothétiques au 31 décembre 2013 et au 31 mars 2014 peuvent se résumer ainsi :

<b>MOYENNE DES TROIS PRIX HYPOTHÉTIQUES LES PLUS CONCURRENTIELS (SELON LA TABLE DE MORTALITÉ UP-94 ASSORTIE DE PROJECTIONS GÉNÉRATIONNELLES)</b>						
	<b>31/12/2013</b>			<b>31/3/2014</b>		
	<b>Courte durée</b>	<b>Moyenne durée</b>	<b>Longue durée</b>	<b>Courte durée</b>	<b>Moyenne durée</b>	<b>Longue durée</b>
<b>Taux d'actualisation</b>	3,65 %	3,88 %	3,98 %	3,63 %	3,84 %	3,94 %
<b>Écart par rapport à la série CANSIM V39062</b>	+ 52 points de base	+ 75 points de base	+ 85 points de base	+ 81 points de base	+ 102 points de base	+ 112 points de base

L'écart par rapport à la série CANSIM V39062 basé sur la moyenne des trois prix hypothétiques les plus concurrentiels a augmenté d'environ 30 points de base pour chacun des blocs types. Il y avait une variabilité significative dans les prix hypothétiques fournis par chacun des assureurs, les écarts de la plupart demeurant passablement constant au 31 mars par rapport au 31 décembre. Toutefois, les écarts pour quelques assureurs ont augmenté significativement, ce qui a donné lieu aux écarts plus importants pour la moyenne des trois prix hypothétiques les plus concurrentiels.

Les écarts pour les achats réels de rentes au cours du premier trimestre étaient généralement plus faibles que ceux indiqués dans les résultats ci-dessus.

Les renseignements ci-dessus ont permis à la CRFRR de conclure qu'une révision des conseils précédents était appropriée. Lors de l'établissement des conseils, la CRFRR a accordé de l'importance aux prix hypothétiques ainsi qu'aux données recueillies sur des achats réels de rentes.

### **Conseils s'appliquant dans le cas des rentes non indexées**

La CRFRR a conclu qu'à compter du 31 mars 2014, le coût lié à l'achat de rentes non indexées serait évalué selon le processus suivant :

1. Déterminer la durée de la partie du passif qui serait réglé au moyen d'un achat de rentes, d'après un taux d'actualisation de 3,62 % (série CANSIM V39062 majorée de 80 points de base au 31 mars 2014).
2. À l'aide de la durée obtenue au point 1, effectuer une interpolation en utilisant la table suivante pour déterminer l'écart approprié avec la série CANSIM V39062 non redressée :

<b>Bloc de contrat type</b>	<b>Durée fondée sur un taux d'actualisation de 3,62 %</b>	<b>Écart au-delà de la série CANSIM V39062 non redressée</b>
Courte durée	7,7	+ 50 points de base
Durée moyenne	10,1	+ 80 points de base
Longue durée	12,3	+ 100 points de base

Si la durée de la partie du passif qui serait réglé au moyen d'un achat de rentes est inférieure à 7,7 ou supérieure à 12,3, l'actuaire formulerait une hypothèse raisonnable au sujet de l'écart approprié.

La CRFRR estime que les rentes collectives ayant une durée supérieure à 12,3 seraient susceptibles de comprendre une grande proportion de participants ayant des droits acquis différés. Même si l'on s'attendait à ce que la durée plus longue, à elle seule, se traduise par des prix plus faibles, la CRFRR est d'avis que cet effet serait neutralisé par des frais d'administration additionnels et les risques que les sociétés d'assurance assumeraient en acceptant ces engagements. La CRFRR croit en outre qu'il est rare que des rentes collectives aient une durée considérablement plus courte que 7,7. Au 31 mars 2014, la CRFRR estime qu'une approche raisonnable consisterait à supposer que l'écart pour les durées inférieures à 7,7 est de 50 points de base, et que celui des durées supérieures à 12,3 est de 100 points de base. D'autres approches pourraient être également raisonnables.

3. Le coût lié à l'achat de rentes serait évalué à l'aide d'un taux d'intérêt correspondant à la valeur non redressée de la série CANSIM V39062 majorée de façon arithmétique de l'écart établi au point 2, de concert avec la table de mortalité UP-94 assortie de projections générationnelles.

Chaque actuaire ferait preuve de discrétion pour déterminer s'il convient d'arrondir le taux d'intérêt au cinq ou 10 points de base le plus près. Il comprendrait de faire preuve de cohérence dans l'application d'un tel arrondissement.

Les conseils ci-dessus s'appliquent aux rentes immédiates et différées, sans égard à la taille globale de l'achat de rentes collectives. En attendant d'autres conseils ou d'autres éléments probants de la variation du prix des rentes, ces conseils visent les évaluations avec dates de calcul à compter du 31 mars 2014.

## **APPROXIMATION DE RENTES INDEXÉES SELON L'IPC**

### **Conseils précédents**

Les plus récents conseils de la CRFRR ont conclu que pour les évaluations avec date de calcul à compter du 31 décembre 2013 (ou au plus tard le 30 décembre 2014), un taux d'actualisation approprié pour évaluer le coût lié à l'achat de rentes collectives dans la mesure où les rentes sont entièrement indexées selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) correspondrait au rendement non redressé des obligations à long terme à taux réel du gouvernement du Canada (série CANSIM V39057), réduit de façon arithmétique de 110 points de base, de concert avec la table de mortalité UP-94 assortie de projections générationnelles (fondées sur l'échelle d'amélioration AA).

Ces conseils s'appliquaient aussi bien aux rentes immédiates qu'aux rentes différées et quelle que soit la taille globale de l'achat de rentes collectives et la durée.

### **Analyse**

La plupart des sociétés d'assurance participantes ont également fourni des données hypothétiques types sur le prix des trois nouveaux blocs pour des rentes indexées selon l'IPC au 31 mars 2014. Les prix hypothétiques types au 31 décembre 2013 et au 31 mars 2014 pour le bloc de durée moyenne peuvent se résumer ainsi :

<b>MOYENNE DES TROIS PRIX HYPOTHÉTIQUES LES PLUS CONCURRENTIELS (SELON LA TABLE DE MORTALITÉ UP-94 ASSORTIE DE PROJECTIONS GÉNÉRATIONNELLES)</b>		
	<b>31/12/2013</b>	<b>31/3/2014</b>
<b>Taux d'actualisation</b>	0,07 %	-0,11 %
<b>Écart par rapport à la série CANSIM V39057</b>	-118 points de base	-102 points de base

L'écart en-dessous de la série CANSIM V39057 basé sur la moyenne des trois prix hypothétiques les plus concurrentiels a diminué de 16 points de base pour la durée moyenne du bloc type. Toutefois, il y avait une variabilité très limitée dans les prix hypothétiques les plus concurrentiels.

Bien que certains indices révèlent que les prix des rentes indexées selon l'IPC puissent également varier en fonction de la durée, la CRFRR a conclu que les données disponibles ne sont pas suffisantes à cette étape pour inclure ce niveau de précision. Par conséquent, les conseils contenus dans le présent supplément sont applicables aux rentes indexées selon l'IPC, quelle que soit leur durée.

Aucune donnée quantitative sur les achats réels de rentes entièrement indexées n'a été obtenue au premier trimestre de 2014.

### **Conseils s'appliquant dans le cas des rentes entièrement indexées selon l'augmentation de l'IPC**

D'après les données reçues au sujet des prix, la CRFRR a déterminé qu'une approximation convenable pour estimer le coût lié à l'achat d'une rente collective, dans la mesure où les rentes sont entièrement indexées selon l'augmentation de l'IPC, serait calculée en utilisant un taux égal au taux non redressé des obligations à long terme à rendement réel du gouvernement du Canada (série CANSIM V39057), réduit de façon arbitraire de 100 points de base, de concert avec la table de mortalité UP-94 assortie de projections générationnelles (avec l'échelle d'amélioration AA).

Chaque actuaire ferait usage de discrétion pour déterminer s'il convient d'arrondir le taux d'intérêt au cinq ou 10 points de base le plus près. Il conviendrait de faire preuve de cohérence dans l'application d'un tel arrondissement.

Les conseils ci-dessus s'appliquent aussi bien aux rentes immédiates qu'aux rentes différées, quelle que soit la taille globale de l'achat de rentes collectives et la durée. En attendant d'autres conseils ou d'autres éléments probants sur l'évolution du prix des rentes, ces conseils s'appliquent aux évaluations avec date de calcul à compter du 31 mars 2014.

### **Exemple**

Au 31 mars 2014, le taux non redressé des obligations à long terme à rendement réel du gouvernement du Canada (série CANSIM V39057) était de 0,91 %. Par conséquent, avant l'arrondissement, un taux d'actualisation sous-jacent applicable serait alors fixé à 0,91 % – 1,00 % = -0,09 %.

## Rentes partiellement indexées

Dans les situations où les rentes sont partiellement indexées, indexées selon une mesure autre que l'IPC ou qu'elles contiennent une composante différée, l'actuaire constituerait des provisions appropriées, conformément aux conseils fournis dans la note éducative annuelle du 26 avril 2014, modifiée pour tenir compte de la version révisée des conseils contenus dans le présent supplément de note éducative.

## VALIDITÉ DE LA NOTE ÉDUCATIVE DU 26 AVRIL 2014

À l'exception de la situation susmentionnée, les actuaires continueront de s'en remettre aux conseils contenus dans la note éducative du 26 avril 2014 quant à la sélection des hypothèses pour les évaluations de liquidation hypothétique et de solvabilité ayant une date de calcul entre le 31 mars 2014 et le 30 décembre 2014.

## PRIX RÉELS DES RENTES

Le présent supplément de note éducative a pour but de fournir aux actuaires des conseils sur la détermination des hypothèses relatives aux évaluations de liquidation hypothétique et de solvabilité. Il convient de souligner que le prix d'achat réel d'une rente collective dépend de nombreux facteurs, et que, par conséquent, le prix réel peut différer des conseils inclus dans le présent document. Outre la durée de l'achat, certains des facteurs susceptibles d'influer sur le prix d'un achat particulier comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- La taille globale de l'achat;
- La proportion de participants ayant des droits acquis différés incluse dans la rente collective achetée;
- Le montant moyen des rentes achetées;
- L'expérience de mortalité anticipée par les sociétés d'assurance qui proposent un prix d'achat;
- Les conditions générales de marchés financiers au moment de l'achat;
- Les pressions concurrentielles exercées sur le marché des rentes collectives au moment de l'achat.

## APPLICATION RÉTROSPECTIVE

Si un actuaire a déjà produit un rapport d'évaluation actuarielle ayant une date d'entrée en vigueur à partir du 31 mars 2014 avant la publication de ces conseils, celui-ci prendrait en considération les paragraphes 1820.30 à 1820.36 des normes de pratique pour déterminer s'il est nécessaire de retirer ou de modifier le rapport.

## COMMENTAIRES SUPPLÉMENTAIRES

La CRFRR a l'intention de continuer à surveiller le prix des rentes collectives sur une base trimestrielle. Dans l'attente d'autres conseils ou d'autres éléments probants indiquant une variation du prix des rentes, les actuaires peuvent utiliser les écarts susmentionnés pour les évaluations ayant une date d'entrée en vigueur à compter du 31 mars 2014, mais au plus tard le 30 décembre 2014.

La CRFRR continue d'examiner d'autres aspects touchant le prix d'achat des rentes collectives qui pourraient générer des révisions aux conseils futurs. Plus particulièrement, le fondement

sous-jacent concernant les conseils relatifs aux rentes fait l'objet d'un examen. À l'heure actuelle, ces conseils sont exprimés sous forme d'écart de rendement des obligations à long terme du gouvernement du Canada, de concert avec la table de mortalité UP-94 assortie de projections générationnelles, sans égard au fondement utilisé par les sociétés d'assurance lorsqu'elles fournissent des prix. La CRFRR tente de déterminer si d'autres bases plus appropriées permettraient de stabiliser davantage l'écart qui en résulte.

Il convient de noter que les écarts de prix des rentes collectives par rapport aux obligations à long terme du gouvernement du Canada ont été volatils ces trois ou quatre dernières années. Les actuaires pourraient considérer cette volatilité lorsqu'ils communiqueront des conseils à propos des évaluations futures de liquidation hypothétique et de solvabilité.

**ARCHIVÉ**